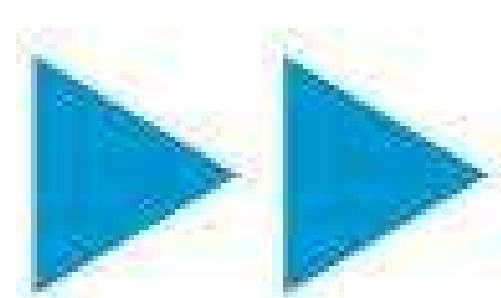




# CLEDEN POHER - RENOVATION & EXT DES VESTIAIRES DE FOOT

2 rue de la mairie  
**29270 CLEDEN-POHER**



## Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé Mission CSPS : Catégorie 3

INDICE	DATE	MODIFICATIONS	RÉDACTION
0	14/07/2016	PGC simplifié du 14/07/2016	Philippe CHAMPS



Maître d'ouvrage	MAIRIE DE CLEDEN-POHER Tél. : Fax :	2 RUE DE LA MAIRIE 29270 CLEDEN-POHER
Maître d'oeuvre	Atelier les Trois architectes Tél. : 02 98 93 03 21 Fax :	31 Avenue du Général de Gaulle 29270 Carhaix-Plouguer
OPPBTP	OPPBTP Tél. : 02.99.38.29.88 Fax :	18/20 rue Bahun Rault 35000 RENNES
CARSAT ou CRAMIF	CARSAT Tél. : 02.99.26.74.74 Fax : 02.99.26.74.98	236 rue de Chateaugiron 35030 RENNES Cedex 9
Inspection du travail	DIRECCTE Tél. : 02.98.55.63.02 Fax : 02.98.55.83.55	18 rue Anatole Le Braz 29000 QUIMPER
COORDONNATEUR SPS	SOCOTEC FRANCE Agence Construction Quimper Tél. : 02 98 90 24 11 Fax : 02 98 90 37 36	Centre d'Affaires Le Brittany - Bât. E 10 rue François Muret de Pagnac - CS 11009 29196 QUIMPER CEDEX

N° - Lot attribué	Entreprise (Titulaire / Sous-traitant)	Adresse	Téléphone Télécopie Email
01 - Terrassement, VRD			
02 - Gros Oeuvre			
03 - Charpente			
04 - Couverture zinc			
05 - Menuiseries extérieures			
06 - Menuiseries intérieures			
07 - Cloisons/Doublage			
08 - Plafonds			



N° - Lot attribué	Entreprise (Titulaire / Sous-traitant)	Adresse	Téléphone Télécopie Email
09 - Carrelage			
10 - Peinture			
11 - Plomberie, Ventilation			
12 - Electricité, Chauffage			

SOMMAIRE

<b>1. PREAMBULE</b>	<b>8</b>
1.1. Elaboration du PGC .....	8
1.1.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration .....	8
<b>2. PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION</b>	<b>9</b>
2.1. L.4121-1 du Code du Travail.....	9
2.2. L.4121-2 du Code du Travail.....	9
2.3. L.1152-1 du Code du Travail.....	9
<b>3. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER</b>	<b>10</b>
3.1. Nom de l'Opération .....	10
3.2. Adresse .....	10
3.3. Description sommaire.....	10
3.4. Liste des Lots .....	10
3.5. Calendrier d'Exécution .....	10
3.6. Intervenants .....	10
<b>4. ENVIRONNEMENT ET INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION</b>	<b>11</b>
4.1. Caractéristiques du sol.....	11
4.2. Identification des réseaux existants .....	11
4.3. Activités à proximité du site.....	11
4.4. Obligations du Maître d'Ouvrage pour les VRD .....	11
4.5. Matériaux dangereux .....	11
4.6. Démolitions .....	11
<b>5. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION</b>	<b>12</b>
5.1. Mesures d'organisation .....	12
5.1.1. Planification .....	12
5.2. Accès chantier - Limitation aux personnes autorisées.....	12
5.2.1. Clôture de chantier .....	12
5.2.2. Mesures d'identification .....	13
5.3. Circulations des véhicules .....	13
5.3.1. Aire de livraison .....	13
5.3.2. Voirie de chantier stabilisée .....	13
5.4. Circulations verticales des piétons .....	13
5.4.1. Escaliers .....	13
5.5. Nettoyage et évacuation des déchets .....	14
5.5.1. gravois et déchets .....	14
5.5.2. Acheminement des déchets .....	14
5.5.3. Evacuation des matières dangereuses .....	14
5.5.4. Nettoyage .....	14
5.6. Stockage et entreposage .....	15
5.6.1. Zones de stockage des matériaux et matériels.....	15
5.7. Manutentions et approvisionnements .....	15
5.7.1. Moyens communs .....	15
5.7.2. Moyens propres.....	15
5.8. Réseaux de distribution.....	16
5.8.1. Installation Electrique Générale .....	16
5.8.2. Installation Electrique .....	16
5.8.3. Alimentation et Evacuation des eaux .....	16
5.9. Autres Réseaux .....	17



5.9.1.	Téléphone.....	17
<b>5.10.</b>	<b>Risques spécifiques.....</b>	<b>17</b>
5.10.1.	Utilisation de produits dangereux.....	17
5.10.2.	Procédure de permis de feu.....	17
5.10.3.	Travaux par Point Chaud.....	18
5.10.4.	Protection contre l'Incendie.....	18
5.10.5.	Présence de matériaux dangereux.....	18
<b>6.</b>	<b>MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES.....</b>	<b>19</b>
<b>6.1.</b>	<b>Coactivité.....</b>	<b>19</b>
6.1.1.	Dispositions Générales.....	19
6.1.2.	Dispositions pour travaux superposés.....	19
<b>6.2.</b>	<b>Travaux de Démolition.....</b>	<b>19</b>
6.2.1.	Diagnostic amiante.....	19
<b>6.3.</b>	<b>Travaux de Terrassements - Fondations.....</b>	<b>20</b>
6.3.1.	Terrassements pour Réseaux.....	20
6.3.2.	Travaux de Remblayage.....	20
6.3.3.	Protection des Fouilles en Tranchées.....	20
6.3.4.	Reprises en Sous-Oeuvre.....	20
6.3.5.	Protection des aciers.....	20
<b>6.4.</b>	<b>Travaux en façade.....</b>	<b>21</b>
6.4.1.	Echafaudage sur pied.....	21
<b>6.5.</b>	<b>Travaux en Couverture.....</b>	<b>21</b>
6.5.1.	Garde-corps provisoires en toiture.....	21
<b>6.6.</b>	<b>Interventions à Grande Hauteur.....</b>	<b>21</b>
<b>6.7.</b>	<b>Essais.....</b>	<b>21</b>
6.7.1.	Essais.....	22
<b>6.8.</b>	<b>Travaux sous Confinement.....</b>	<b>22</b>
<b>6.9.</b>	<b>Travaux d'aménagement.....</b>	<b>22</b>
6.9.1.	Interdiction de dépose des garde-corps.....	22
6.9.2.	Limitation des poussières.....	22
6.9.3.	Suppression des Travaux superposés.....	22
<b>7.</b>	<b>MESURES GENERALES DE SALUBRITE.....</b>	<b>23</b>
<b>7.1.</b>	<b>VRD primaires.....</b>	<b>23</b>
7.1.1.	Accès.....	23
7.1.2.	Alimentation en Eau.....	23
7.1.3.	Alimentation en Electricité.....	23
<b>7.2.</b>	<b>Installations de chantier - cantonnements.....</b>	<b>23</b>
7.2.1.	Modalités d'Organisation.....	23
7.2.2.	Effectif et Dimensionnement.....	24
7.2.3.	Implantation.....	24
7.2.4.	Installation des Vestiaires.....	24
7.2.5.	Installation des Réfectoires.....	24
7.2.6.	Salle de Réunions.....	24
7.2.7.	Installation des Sanitaires.....	24
7.2.8.	Dimensionnement et organisation.....	25
7.2.9.	Entretien.....	25
<b>8.</b>	<b>ORGANISATION DES SECOURS.....</b>	<b>26</b>
<b>8.1.</b>	<b>Moyens d'alerte.....</b>	<b>26</b>
8.1.1.	Téléphone.....	26
8.1.2.	Consignes de sécurité.....	26
<b>8.2.</b>	<b>Moyens de secours.....</b>	<b>26</b>



8.2.1.	Sauveteurs secouristes du travail .....	26
8.2.2.	Matériel de secours .....	26
<b>9.</b>	<b>MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS</b>	<b>27</b>
<b>9.1.</b>	<b>Coordonnateur SPS .....</b>	<b>27</b>
9.1.1.	Autorité .....	27
9.1.2.	Registre Journal .....	27
9.1.3.	Localisation.....	27
<b>9.2.</b>	<b>Concertation et information entre les entreprises .....</b>	<b>28</b>
9.2.1.	Sous-traitance .....	28
9.2.2.	Habilitations et Certification AMIANTE.....	28
9.2.3.	Inspection Commune .....	29
9.2.4.	PPSPS.....	29
9.2.5.	Travailleurs indépendants et locatiers.....	29



# 1. PREAMBULE

Le présent Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) a été élaboré en tenant compte des dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et de son décret d’application n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l’intégration de la sécurité et à l’organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.

Ce document définit et affecte (exécution et dépenses) les mesures d’organisation générale du chantier, les mesures de coordination, les mesures propres à prévenir les risques découlant de l’interférence des activités simultanées des différents intervenants et les mesures générales pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.

Celui-ci pourra faire l’objet de modificatifs ou de compléments en fonction de l’évolution du chantier.

## 1.1. Elaboration du PGC

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>1.1.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration</b>	
Le plan général de coordination initial (indice 0) est élaboré après consultation des entreprises (dossier DCE transmis au CSPS le:11/07/2016 ).	Maître d'OEuvre

## 2. PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

### 2.1. L.4121-1 du Code du Travail

« L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

Ces mesures comprennent :

1. Des actions de prévention des risques professionnels,
2. Des actions d'information et de formation,
3. la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

### 2.2. L.4121-2 du Code du Travail

« L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L.4121-1 du code du travail sur le fondement des Principes Généraux de Prévention suivants :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L.1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs. »

### 2.3. L.1152-1 du Code du Travail

« Aucun salarié ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation de ses conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel. »



### 3. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

Nom de l'Opération

#### 3.1. Nom de l'Opération

Reconstruction des vestiaires de foot

#### 3.2. Adresse

29270 CLEDEN POHER

#### 3.3. Description sommaire

Réhabilitation des locaux, Gros oeuvre, charpente, couverture, menuiseries extérieure,, isolation, cloisons, sol, électricité, plomberie chauffage...

#### 3.4. Liste des Lots

Conformément aux dispositions de l'article R.4532-38 § 31, la liste des entreprises titulaires, cotraitantes et sous-traitantes devant intervenir, ainsi que, respectivement, les effectifs prévisionnels de leurs travailleurs appelés à intervenir sur le chantier, sont portés et tenus à jour au titre du Registre Journal lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner totalement à la date d'envoi de la déclaration préalable.

Le Coordonnateur établissant le Plan Général de Coordination avant la nomination des entreprises, le présent article renvoie au chapitre 1 du Registre Journal où les éléments visés ci-dessus sont tenus à jour régulièrement.

#### 3.5. Calendrier d'Exécution

6 mois compris période de préparation, hors congés et intempéries contractuelles.  
Démarrage des travaux prévu septembre 2016

#### 3.6. Intervenants

Conformément aux dispositions de l'article R.4532-38 § 31, la liste des entreprises titulaires, cotraitantes et sous-traitantes devant intervenir, ainsi que, respectivement, les effectifs prévisionnels de leurs travailleurs appelés à intervenir sur le chantier, sont portés et tenus à jour au titre du Registre Journal.



## 4. ENVIRONNEMENT ET INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### 4.1. Caractéristiques du sol

- Aucune étude géotechnique ni reconnaissance de sol n'ont été effectuées.

### 4.2. Identification des réseaux existants

- Conformément à la circulaire du 30/10/79 « Etablissement d'un formulaire type pour les déclarations d'intention d'ouverture d'un chantier pouvant affecter les installations appartenant à des services publics » les entreprises concernées sont tenues, avant tous travaux, d'adresser leur déclaration d'intention de commencement de travaux aux diverses administrations (EDF, GDF, TELECOM, SERVICES DES EAUX...) suivant le modèle CERFA n° 900047. La copie des DICT et les réponses devront être adressées au coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé.

### 4.3. Activités à proximité du site

- Les travaux s'effectuent en centre bourg et dans un lieu ayant des activités sportives
- \* De ce fait, utilisation de matériel dont le niveau sonore est conforme à la réglementation en vigueur, notamment au décret n° 88-525 du 5 mai 1988.
- Les entreprises devront respecter la réglementation concernant la circulation de la Commune de CLEDEN POHER

### 4.4. Obligations du Maître d'Ouvrage pour les VRD

- Les travaux ci-après relevant des articles R.4533-1 à R.4533-7 et L.4532-18 du Code du Travail seront réalisés par la maîtrise d'ouvrage avant le début des travaux.
- Voies d'accès au périmètre d'emprise du chantier pour accès aux cantonnements.
- Les raccordements aux réseaux d'alimentation et évacuation de capacité suffisante pour l'ensemble des locaux destinés au personnel.

### 4.5. Matériaux dangereux

Les diagnostics amiante avant travaux sont à réaliser par le Maître d'Ouvrage avant tous travaux.

### 4.6. Démolitions

#### 2.3.5. DEMOLITIONS

- Pendant toute la durée des travaux de démolitions, tous les réseaux devront être désactivés entre autres fluides, électricité, eaux, gaz, etc. et un attachement sera établi.
- Pas d'intervention sans certificat de coupure.
- Les réseaux maintenus en service devront être clairement signalés .
- Prévenir en réunion de chantier, une semaine à l'avance, de toutes coupures de réseaux.
- Lors des travaux de démolitions, les gravats devront être arrosés avant et en cours de chargement.



## 5. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

Conformément à l'article R.4532-44 du Code du Travail, ce chapitre précise les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'Œuvre, en concertation avec le Coordonnateur, ainsi que les mesures de coordination SPS prises par le Coordonnateur et les sujétions qui en découlent.

### 5.1. Mesures d'organisation

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>5.1.1. Planification</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Le planning des travaux sera réalisé par la Maîtrise d'œuvre avec avis du Coordonnateur.</li><li>Ce planning devra permettre de respecter les principes généraux de prévention définis à l'article L.4121-2 du Code du Travail et faciliter l'organisation du chantier et la coordination entre les différents intervenants sur le chantier.</li></ul>	Maître d'OEuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander une modification de ce planning.</li><li>Si des contraintes ultérieures venaient à rendre indispensable la réalisation des travaux dans un ordre différent.</li><li>Dans ce cas, la Maîtrise d'œuvre devra adapter son planning de manière à ce qu'il réponde à ces contraintes, tout en garantissant un niveau de sécurité équivalent au planning initial.</li></ul>	Maître d'Ouvrage
<p>Livraison partielle de l'ouvrage</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Dans le cas où l'ouvrage serait livré de façon partielle (sera définie pendant la période de préparation), les entreprises devront intégrer dans leurs modes opératoires les protections pour l'environnement de chantier, définies en collaboration avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur.</li></ul>	Maître d'Ouvrage

### 5.2. Accès chantier - Limitation aux personnes autorisées

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>5.2.1. Clôture de chantier</b>	
<p>Extérieure</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Par panneaux grillagés type « Héras ».</li><li>Maintien des panneaux entre eux par dispositifs de bridage en 2 points impérativement.</li><li>Disposition permettant d'éviter le démontage.</li><li>Portail fermant à clé, fermeture à clé de celui-ci tous les soirs. Implantation au droit de chaque zone de travaux. Voir plan de principe de phasage établi par la Maîtrise d'œuvre.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre



<b>5.2.2. Mesures d'identification</b>	
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou autre.	Tous Corps d'Etats
Les visites de chantier par des tiers sont interdites, sauf accord préalable du Maître d'œuvre.	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"><li>Il est de la responsabilité de chaque entreprise de gérer, de coordonner et de contrôler les accès au chantier de son personnel, de ses prestataires de services et de ses livraisons.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
La liste des personnels susceptibles d'être présents sur le chantier doit figurer dans les PPSPS des entreprises	Tous Corps d'Etats

5.3. Circulations des véhicules

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>5.3.1. Aire de livraison</b>	
Une aire de livraison sur parking existant du chantier et devra figurer sur le schéma des installations de chantier à établir par le lot GROS-OEUVRE	02 - Gros Oeuvre
<b>5.3.2. Voirie de chantier stabilisée</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Sans objet. Voirie existante.</li><li>Maintenance pendant la durée contractuelle des travaux.</li><li>Remise en état à l'achèvement des travaux.</li></ul>	Tous Corps d'Etats

5.4. Circulations verticales des piétons

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>5.4.1. Escaliers</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Echelle fixée ou maintenue de façon à ne pouvoir ni glisser du bas, ni basculer et dépassant l'endroit où elle donne accès d'un mètre au moins ou à prolonger par une main-courante à l'arrivée.</li></ul>	Entreprise Concernée

5.5. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>5.5.1. gravois et déchets</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Chaque entreprise est chargée d’assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et d’acheminer l’ensemble de ses déchets.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<b>5.5.2. Acheminement des déchets</b>	
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'Etats
En cas de carence, le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS, fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables.	Tous Corps d'Etats
<b>5.5.3. Evacuation des matières dangereuses</b>	
Les déchets issus de matières dangereuses seront évacués et traités par les entreprises concernées. Les conditions d'enlèvement de produits dangereux sont à préciser dans le PPSPS de l'entreprise concernée, en veillant à être réalisés au fur et à mesure de leur utilisation.	Entreprise Concernée
<b>5.5.4. Nettoyage</b>	
Nettoyage sous la responsabilité de chaque entreprise <ul style="list-style-type: none"><li>Chaque entreprise est chargée d’assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
Elimination de déchets sur site <ul style="list-style-type: none"><li>L’élimination des déchets et gravats sur site est strictement interdite, que ce soit par enfouissement ou par brûlage.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
Constat de défaillance <ul style="list-style-type: none"><li>En cas de manquement d’une entreprise, le Maître d’œuvre ou le Coordonnateur, pourra demander à l’entreprise de gros-œuvre ou à une entreprise spécialisée de se substituer à l’entreprise défaillante aux frais de celle-ci.</li></ul>	Tous Corps d'Etats



5.6. Stockage et entreposage

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>5.6.1. Zones de stockage des matériaux et matériels</b>	
Les matériaux à risque seront stockés à l'écart avec une signalisation de danger adaptée	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"><li>Liste des produits, caractéristiques, conditions de stockage et mesures de sécurité envisagées à préciser dans le PPSPS des entreprises utilisant ce type de produit.</li></ul>	Entreprise Concernée

5.7. Manutentions et approvisionnements

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>5.7.1. Moyens communs</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Les entreprises devront rechercher une utilisation commune des appareils de levage afin de limiter les risques d'interférences.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
Les salariés chargés de la conduite des engins de levage ou des élévateurs de personnel devront être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par lpar un organisme agréer.	Tous Corps d'Etats
<b>5.7.2. Moyens propres</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"><li>Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales (chariot, transpalette, diable...).</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"><li>Les manutentions verticales devront être organisées de façon à utiliser les moyens mis à disposition dans le cadre de l'organisation générale du chantier.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"><li>L'introduction éventuelle d'un engin mobile de levage sera soumise à la réalisation et à l'acceptation d'une étude d'interférences avec les autres moyens de levage.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"><li>Faire contrôler tout appareil de levage mobile et les monte-matériaux (vérification tous les 6 mois pour ces derniers) et expédier copie du certificat de vérification au Coordonnateur SPS.</li></ul>	Tous Corps d'Etats



5.8. Réseaux de distribution

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>5.8.1. Installation Electrique Générale</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Branchement sur transformateur ou sur armoire générale TGBT de l'établissement et alimentation par câble U 1000 RO 2V de l'armoire générale. Installation et armoire conformes au décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs, à la norme NFC 15-100 et aux recommandations de l'OPPBTP.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>Abonnement.</li><li>Consommation.</li><li>Maintenance.</li></ul>	Compte Prorata
A faire contrôler par un organisme agréé et transmettre copie du certificat de vérification au Coordonnateur SPS.	02 - Gros Oeuvre
<b>5.8.2. Installation Electrique</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Depuis l'armoire générale, alimentation par câble H 07 RNF de coffrets étanches conformes au décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs et aux recommandations de l'OPPBTP pour alimentation grue et autres matériels de l'entreprise. Coffrets équipés d'inter différentiel 30 mA, de disjoncteurs et d'un bouton poussoir d'arrêt d'urgence.</li><li>Fourniture, mise en place dès intervention sur le site et pour la durée des travaux.</li><li>Maintenance et remaniement de l'installation en fonction de l'avancement des travaux.</li><li>Repli à l'achèvement des travaux.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
<b>5.8.3. Alimentation et Evacuation des eaux</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Branchement sur réseau existant de l'établissement et réseau de distribution pour alimentation du sanitaire chantier, fourniture et pose d'un sous-comptage, d'une borne de puisage . Installation à réaliser pour que celle-ci soit hors gel par tous temps.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>Fourniture, mise en place pendant la période de préparation et pour la durée contractuelle des travaux.</li><li>Remise en état à l'achèvement des travaux.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>Abonnement.</li><li>Consommation.</li><li>Maintenance.</li></ul>	Compte Prorata

5.9. Autres Réseaux

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>5.9.1. Téléphone</b>	
Compte tenu des possibilités en matière de téléphonie mobile, chaque entreprise mettra à la disposition de ses salariés des téléphones portables d'entreprise.	Tous Corps d'Etats

5.10. Risques spécifiques

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>5.10.1. Utilisation de produits dangereux</b>	
Travaux mettant en oeuvre des matières et substances inflammables, explosives et toxiques (colles, résines, peinture, matériaux d'isolation, etc.) <ul style="list-style-type: none"><li>Neutralisation, pour éviter toute coactivité, de la zone où est effectué ce type de travaux au moyen d'un dispositif physique interdisant tout accès avec mise en place d'une signalisation indiquant le danger.</li><li>Ou décalage, pour éviter toute coactivité, des travaux dans le temps et/ou dans l'espace.</li><li>Ventilation des lieux de travail.</li><li>Installation électrique et matériels adaptés aux risques.</li></ul>	Entreprise Concernée
Travaux polluants (poussières, bruits, vibrations, etc.) <ul style="list-style-type: none"><li>Mêmes procédures que ci-dessus.</li></ul>	Entreprise Concernée
<b>5.10.2. Procédure de permis de feu</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>A demander à la personne représentant la Maîtrise d'Ouvrage avant toute intervention pour travaux par points chauds (soudage, découpage, meulage, etc.) à renouveler à chaque fois qu'un changement intervient dans le chantier (opérateur, méthode de travail, lieu, etc.).</li></ul>	Entreprise Concernée



5.10.3. Travaux par Point Chaud	
<ul style="list-style-type: none"><li>Prendre soin avant tout travail par points chauds de :</li><li>dégager la zone de produits inflammables,</li><li>mettre en place le moyen d'éviter la propagation de la chaleur,</li><li>disposer d'un extincteur adapté au poste de travail,</li><li>dans le cas de locaux en activité, interrompre tous les travaux par points chauds 2 heures avant de quitter le chantier et vérifier les zones concernées.</li></ul>	Entreprise Concernée
5.10.4. Protection contre l'Incendie	
<ul style="list-style-type: none"><li>Mise en place d'extincteurs appropriés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel et sur les zones de travail à risques.</li></ul>	Entreprise Concernée
5.10.5. Présence de matériaux dangereux	
<ul style="list-style-type: none"><li>Présence d'amiante, les entreprises chargées des travaux de démolition devront procéder au conditionnement et à l'élimination des déchets, en appliquant les dispositions prévues par le décret n° 96-98 du 7 février 1996, respecter les règles de l'arrêté du 14 mai 1996, avoir la certification selon l'arrêté du 22/02/2007 et des prescriptions du code du travail articles R 4412-114 à 124 et R 4412-130 à 138.</li></ul>	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"><li>L'ensemble des salariés chargés de l'enlèvement de matériaux amiantés, devront appliquer les dispositions de l'arrêté du 6 décembre 1996 et code du travail articles R 4412-114 à 124 et R 4412-130 à 138.</li></ul>	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"><li>Dans le cas où le désamiantage serait sous traité, l'entreprise titulaire devra déclarer son sous traitant dès la réunion de préparation au Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et C SPS.</li></ul>	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"><li>Le sous traitant devra fournir son attestation de qualification suivant les types de matériaux à déposer.</li></ul>	Entreprise Concernée



## 6. MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES

### 6.1. Coactivité

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>6.1.1. Dispositions Générales</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Les entreprises ayant à réaliser des tâches engendrant des risques liés à la coactivité devront. :</li><li>- indiquer ces risques dans leurs PPSPS et les moyens de prévention à prendre en conséquence</li><li>- signaler ces risques lors des réunions de chantier afin de prendre en commun, lors de ces réunions, les moyens de prévention adaptés</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<b>6.1.2. Dispositions pour travaux superposés</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Neutralisation de la zone située sous le poste de travail en élévation au moyen d'un dispositif physique interdisant tout accès avec mise en place d'une signalisation indiquant le danger.</li><li>Si impossibilité de neutralisation de la zone ou superposition de tâches pour rattrapage d'un retard, mise en place d'une protection (filet à mailles fines interdisant le passage d'objets, platelage) sous le poste de travail.</li></ul>	Tous Corps d'Etats

### 6.2. Travaux de Démolition

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>6.2.1. Diagnostic amiante</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Établir un plan de retrait et soumettre celui-ci un mois avant toute intervention au Médecin de Travail de l'Entreprise et aux Organisme de Prévention.</li></ul>	Entreprise Concernée

6.3. Travaux de Terrassements - Fondations

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>6.3.1. Terrassements pour Réseaux</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Blindage de toute fouille en tranchée d’une profondeur supérieure à 1m30 et d’une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur.</li></ul>	01 - Terrassement, VRD
<ul style="list-style-type: none"><li>Berme libre de tous déblais, matériels et matériaux de 0m45 en tête de tranchée.</li></ul>	01 - Terrassement, VRD
<b>6.3.2. Travaux de Remblayage</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Remblayage des tranchées pour réseaux à effectuer à l’avancement des travaux.</li></ul>	01 - Terrassement, VRD
<ul style="list-style-type: none"><li>Remblayages généraux autour des ouvrages à effectuer avant intervention des entreprises de seconds oeuvres.</li><li>Dispositions permettant l’accès de plain-pied et la circulation des nacelles élévatrices et des échafaudages roulants et la mise en place des échafaudages de pieds.</li></ul>	01 - Terrassement, VRD
<b>6.3.3. Protection des Fouilles en Tranchées</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Par deux rangs de ruban pvc type « Rubalise » sur poteaux métalliques fichés en terre tous les 1.50 m et fixation en 3 points.</li></ul>	01 - Terrassement, VRD
<ul style="list-style-type: none"><li>Mise en place dès ouverture et maintenance jusqu’au remblayage.</li></ul>	01 - Terrassement, VRD
<b>6.3.4. Reprises en Sous-Oeuvre</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>L’entreprise devant intervenir en sous-œuvre, devra obtenir les renseignements sur la construction existante.</li></ul>	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"><li>Les murs ou fondations existantes devront être renforcés, en attendant que la construction nouvelle reprenne tous les efforts nécessaires à une bonne stabilité.</li></ul>	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"><li>Les dispositifs d’étalement, le renforcement de structures, de soutènement etc. devront faire l’objet d’une note de calcul et être validés par un bureau de d’étude par compétent et validé par la Maitrise d’Oeuvre.</li></ul>	Entreprise Concernée
<b>6.3.5. Protection des aciers</b>	
<p>Les aciers en attente seront protégés par crosses PVC.</p> <p>En cas d'impossibilité de vrossage, des bouchonnages des aciers en attente seront mis en place à l'avancement.</p> <p>Tout autre dispositif est à proscrire.</p>	02 - Gros Oeuvre



6.4. Travaux en façade

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>6.4.1. Echafaudage sur pied</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Intervention après remblayage périphérique parfaitement compacté.</li></ul>	Entreprise Concernée
L'utilisation d'outillages télescopiques ou d'équipements de travail adaptés aux travaux en hauteur conformes aux prescriptions du décret du 08 janvier 1965 et du Décret 2004-924 du 1er septembre 2004. <ul style="list-style-type: none"><li>Copie des attestations des salariés ayant suivi la formation de montage et de contrôle à fournir dans les PPSPS.</li></ul>	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"><li>La protection des tiers sera à assurer au sol, afin d'éviter toute circulation sous l'échafaudage, ou la nacelle</li></ul>	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"><li>Lors d'utilisation de la nacelle, maintenir à disposition le certificat de contrôle, ainsi que l'habilitation de conduite de l'utilisateur</li></ul>	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"><li>Les travaux à l'échafaudage volant pourront se faire qu'après vérification de l'installation par un organisme compétent.</li></ul>	Entreprise Concernée

6.5. Travaux en Couverture

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>6.5.1. Garde-corps provisoires en toiture</b>	
Les garde-corps provisoires seront installés le long des rives et des pignons.	03 - Charpente

6.6. Interventions à Grande Hauteur

- Tous les travaux en hauteur doivent être réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à garantir la sécurité des travailleurs et à préserver leur santé conformément au décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004.
- Copie des attestation des salariés ayant suivi la formation de montage et de contrôle à fournir dans les PPSPS.
- La protection des tiers sera à assurer au sol, afin d'éviter toute circulation sous le plan de travail.
- Lors d'utilisation d'une nacelle, maintenir à disposition sur le chantier le certificat de contrôle, ainsi que l'habilitation de conduite de l'utilisateur délivrée par un organisme agréé.

6.7. Essais

- les essais électriques se feront à partir de l'installation électrique de chantier.



Dispositifs prévus	A la charge de
<b>6.7.1. Essais</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>L’entreprise préviendra les intervenants, lors des réunions de chantier, des jours et des lieux où se dérouleront ces essais.</li><li>L’entrepreneur s’assurera qu’aucune personne étrangère à ces essais se trouve en situation de risques d’électrisation</li></ul>	12 - Electricité, Chauffage

6.8. Travaux sous Confinement

- Une protection suffisante doit être mise en place pour éviter la propagation de poussières dans les locaux avoisinants.
- Une ventilation suffisante doit être mise en place.
- Les salariés doivent être équipés d’une tenue étanche.
- L’ensemble des salariés chargés de l’enlèvement de matériaux amiantés, devront appliquer les dispositions de l’arrêté du 6 décembre 1996 et code du travail articles R 4412-114 à 124 et R 4412-130 à 138.

6.9. Travaux d'aménagement

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>6.9.1. Interdiction de dépose des garde-corps</b>	
Aucune dépose de garde-corps, même provisoire, ne sera acceptée.	Tous Corps d'Etats
<b>6.9.2. Limitation des poussières</b>	
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	Entreprise Concernée
Pour les carrelages, les découpes seront faites sous voie humide.	09 - Carrelage
Les travaux de découpe à la disqueuse seront limités et faits à l'extérieur des bâtiments.	Entreprise Concernée
<b>6.9.3. Suppression des Travaux superposés</b>	
Les travaux superposés seront interdits	Tous Corps d'Etats
Si l'origine, d'une superposition ponctuelle est liée à un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Tous Corps d'Etats

## 7. MESURES GENERALES DE SALUBRITE

### 7.1. VRD primaires

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>7.1.1. Accès</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Voies de circulation existantes. Voirie permettant la circulation des engins de chantier et des salariés, à pieds secs par tous les temps.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<b>7.1.2. Alimentation en Eau</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Raccordement en eau à réaliser depuis le réseau public, afin d'alimenter la zone vie.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>Exécution pendant la période de préparation.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>Maintenance pendant la durée contractuelle des travaux.</li></ul>	Compte Prorata
<b>7.1.3. Alimentation en Electricité</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Raccordement pour alimentation électrique à réaliser depuis le réseau public ou du TGBT de l'établissement, afin de disposer d'une puissance suffisante.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>Exécution pendant la période de préparation.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>Maintenance pendant la durée contractuelle des travaux.</li></ul>	Compte Prorata

### 7.2. Installations de chantier - cantonnements

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>7.2.1. Modalités d'Organisation</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Plan d'installation de chantier à réaliser et à transmettre au Coordonnateur SPS pour approbation.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre



7.2.2. Effectif et Dimensionnement	
<ul style="list-style-type: none"><li>La zone vie devra être de dimension suffisante pour permettre le stockage des différentes entreprises, ainsi que la mise en place des bungalows stockages.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>Les sanitaires devront être de dimensions suffisantes en fonction du nombre de salariés de chaque entreprise.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>Les vestiaires devront être de dimensions suffisantes en fonction du nombre de salariés de chaque entreprise.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
7.2.3. Implantation	
<ul style="list-style-type: none"><li>Les sanitaires ne devront pas être à plus de 50 mètres des zones de travaux.</li><li>En cas de besoin, il sera mis en place plusieurs installations.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
7.2.4. Installation des Vestiaires	
<ul style="list-style-type: none"><li>Des vestiaires communs seront à disposition de l'ensemble des intervenants par le Maître d'Ouvrage.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>Raccordement à l'installation électrique chantier.</li></ul>	02 - Gros Oeuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>Maintenance.</li></ul>	Compte Prorata
7.2.5. Installation des Réfectoires	
<ul style="list-style-type: none"><li>Toute installation de réfectoire sur le site est interdite, impossible du fait de l'exiguïté du terrain. En conséquence, les Entreprises prendront toutes dispositions nécessaires pour que leurs salariés se restaurent en dehors du chantier.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
7.2.6. Salle de Réunions	
<ul style="list-style-type: none"><li>Mise à disposition d'une salle de réunion par le Maître de l'Ouvrage.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"><li>Maintenance.</li></ul>	Compte Prorata
7.2.7. Installation des Sanitaires	
Mise à disposition par le maître d'ouvrage d'un local non affecté par les travaux de restructuration.	Maître d'Ouvrage
<ul style="list-style-type: none"><li>Maintenance</li></ul>	Compte Prorata

7.2.8. Dimensionnement et organisation	
Les installations collectives de chantier seront mise en place pour toute la durée du chantier pour un effectif moyen de 10 personnes. Les règles de dimensionnement sont rappelées en annexe.	02 - Gros Oeuvre
Les installations intégreront des sanitaires, des vestiaires, un réfectoire et une salle de réunion. Elles seront prévues pour accueillir, si besoin, du personnel féminin.	02 - Gros Oeuvre
7.2.9. Entretien	
Installation commune d'hygiène (sanitaires). <ul style="list-style-type: none"><li>Nettoyage journalier par les utilisateurs</li><li>Nettoyage une fois par semaine par une entreprise spécialisée.</li><li>Fournir copie du contrat d'entretien au C SPS.</li><li>Approvisionnement en consommables et remplacement éventuel des moyens de nettoyage.</li></ul>	Compte Prorata
Bureau de chantier <ul style="list-style-type: none"><li>Nettoyage avant chaque réunion de chantier par une entreprise spécialisée.</li><li>Fournir copie du contrat d'entretien au C SPS.</li></ul>	Compte Prorata
vestiaire <ul style="list-style-type: none"><li>Nettoyage journalier par les utilisateurs</li><li>Nettoyage une fois par semaine par une entreprise spécialisée.</li><li>Fournir copie du contrat d'entretien au C SPS.</li><li>Approvisionnement des moyens de nettoyage.</li></ul>	Compte Prorata
<ul style="list-style-type: none"><li>En cas de manquement de l'entreprise de gros œuvre le Maître d'œuvre pourra demander à une entreprise spécialisée de son choix de se substituer à l'entreprise défaillante au frais de celle-ci sans mise en demeure préalable.</li></ul>	Tous Corps d'Etats



## 8. ORGANISATION DES SECOURS

### 8.1. Moyens d'alerte

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>8.1.1. Téléphone</b>	
Les numéros d'appel d'urgence seront affichés dans le vestiaire commun	Maître d'OEuvre
Mise à la disposition de l'ensemble des personnels de chaque entreprise de téléphones portables.	Tous Corps d'Etats
<b>8.1.2. Consignes de sécurité</b>	
Les consignes de sécurité de chaque entreprise seront précisées dans les PPSPS.	Tous Corps d'Etats

### 8.2. Moyens de secours

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>8.2.1. Sauveteurs secouristes du travail</b>	
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"><li>Un en permanence pour vingt salariés travaillant sur le site. Celui-ci devra porter en permanence un signe distinctif (logo sur casque ou sur vêtement de travail) permettant de l'identifier.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"><li>Affichage dans le vestiaire commun des coordonnées des secouristes présents sur le chantier. Liste à actualiser toutes les semaines.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<b>8.2.2. Matériel de secours</b>	
Boîte de secours <ul style="list-style-type: none"><li>Avec chaque unité de travail intervenant sur l'opération.</li><li>Contenu conforme au mémento de l'OPPBTP.</li></ul>	Tous Corps d'Etats

9. MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

9.1. Coordonnateur SPS

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>9.1.1. Autorité</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Lorsqu'un danger grave et imminent est détecté lors des travaux, le Coordonnateur SPS est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout, ou partie du chantier.</li></ul>	Coordonnateur SPS
<ul style="list-style-type: none"><li>Le coordonnateur a l'autorité de suspendre les tâches en cours en cas de manquement aux dispositions du présent document.</li></ul>	Coordonnateur SPS
<ul style="list-style-type: none"><li>Le Coordonnateur SPS a l'autorité de faire quitter le chantier, à toute entreprise, titulaire et /ou sous-traitante, n'ayant pas réalisé l'inspection commune et/ou n'ayant pas transmis son PPSPS.</li></ul>	Coordonnateur SPS
<ul style="list-style-type: none"><li>Les dispositions concernant le chapitre ci-dessus sont définies aux articles 9.2.1, 9.2.2, 9.2.3, 9.2.4 et 9.2.5.</li><li>En cas de non respect des dispositions précitées, le présent article sera appliqué sans mise en demeure préalable</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<b>9.1.2. Registre Journal</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Le Registre Journal contient :</li><li>Les comptes-rendus des inspections communes, les consignes à transmettre,</li><li>Les observations ou notifications au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre, ou à tout autre intervenant,</li><li>Les noms et adresses des entreprises intervenantes, les dates d'intervention, les effectifs et la durée des travaux,</li><li>Le procès-verbal de passation des consignes avec le Coordonnateur appelé à lui succéder ou à le remplacer momentanément.</li><li>Le Registre Journal permet de consigner contradictoirement dès la conception tous ses actes et échanges avec les différents acteurs.</li></ul>	Coordonnateur SPS
<b>9.1.3. Localisation</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Le Registre Journal est disponible sur demande auprès du Coordonnateur SPS, conformément aux dispositions de l'article R.4532-40 du Code du Travail.</li></ul>	Coordonnateur SPS



9.2. Concertation et information entre les entreprises

Dispositifs prévus	A la charge de
<b>9.2.1. Sous-traitance</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>AVANT toute intervention du sous traitant sur le chantier, la procédure suivante doit être IMPERATIVEMENT respectée.</li></ul>	Entreprise Concernée
<ol style="list-style-type: none"><li>Demande d'agrément du sous traitant à soumettre à l'approbation du Maître d'Ouvrage par le titulaire du lot concerné.</li><li>Dès que le Maître d'Ouvrage donne son accord, il le communique à la fois à l'entreprise titulaire ET AU COORDONNATEUR SPS.</li><li>L'entreprise titulaire remet au sous traitant le PGC SPS de l'opération, ainsi que son propre PPSPS. (Article R.4532-60 du Code du Travail).</li><li>Le sous traitant dispose des délais réglementaires prévus par l'article R.4532-62 du code du travail, soit au moins 30 jours pour les travaux de GROS ŒUVRE et 8 jours pour les travaux de second œuvre pour établir son propre PPSPS dans les conditions définies par les articles R.4532-56 à 4532-76 du Code du Travail.</li></ol>	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"><li>En cas de non respect des dispositions ci-dessus, il sera fait application immédiate de l'article 6.1.1 du présent document.</li></ul>	Entreprise Concernée
Inspection commune et Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) <ul style="list-style-type: none"><li>Mêmes procédures pour l'établissement, la diffusion et les délais que l'entreprise titulaire.</li></ul>	Entreprise Concernée
<b>9.2.2. Habilitations et Certification AMIANTE</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>AVANT TOUTE INTERVENTION DU SOUS TRAITANT SUR LE CHANTIER, LE MAITRE D'OUVRAGE, LE MAITRE D'OEUVRE DEVRONT S'ASSURER QUE LA OU LES ENTREPRISES CONCERNEES DISPOSENT BIEN DES ASSURANCES, HABILITATIONS ET CERTIFICATIONS AMIANTE CORRESPONDANT EFFECTIVEMENT AUX TRAVAUX ENGAGES.</li></ul>	Maître d'Ouvrage

<b>9.2.3. Inspection Commune</b>	
<p>* Les inspections communes sont réalisées A LA DEMANDE des entreprises exclusivement. en fonction de leurs dates d'interventions.</p> <p>* A effectuer trois semaines avant toute intervention sur le site, avec le Coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.</p>	Tous Corps d'Etats
<p>* En cas de non respect des dispositions ci-dessus, il sera fait application immédiate de l'article 9.1.1 du présent document.</p>	Tous Corps d'Etats
<b>9.2.4. PPSPS</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>A établir après Inspection Commune et avant toute intervention sur le site :</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"><li>Contenu conforme aux articles R.4532-56 à 4532-76 du Code du Travail.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"><li>En cas de non respect des dispositions ci-dessus, il sera fait application immédiate de l'article 9.1.1 du présent document.</li></ul>	Tous Corps d'Etats
<b>9.2.5. Travailleurs indépendants et locatiers</b>	
Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.	Tous Corps d'Etats
<ul style="list-style-type: none"><li>Les travailleurs indépendants sont également soumis aux articles 9.2.3 et 9.2.4.</li><li>Les locatiers sont considérés comme prestataires de services et sont sous la responsabilité de l'entreprise qui leur passe commande.</li><li>En cas de non respect des dispositions ci-dessus, il sera fait application immédiate de l'article 9.1.1 du présent document.</li></ul>	Tous Corps d'Etats